


| Informations de base | |
|---|--------------------|
| <p>2014/0118(NLE)</p> <p>NLE - Procédures non législatives Décision</p> | Procédure terminée |
| <p>Accord-cadre UE/Tunisie: participation de la Tunisie aux programmes de l'Union. Protocole à l'accord euro-méditerranéen d'association CE /Tunisie</p> <p>Voir aussi 1995/0132(AVC)</p> <p>Subject</p> <p>6.40.15 Politique européenne de voisinage</p> <p>Zone géographique</p> <p>Tunisie</p> | |



| Acteurs principaux | | | |
|--------------------|--|---|---------------------------|
| Parlement européen | Commission au fond | Rapporteur(e) | Date de nomination |
| | AFET Affaires étrangères | PANZERI Pier Antonio (S&D) | 18/12/2014 |
| | | Rapporteur(e) fictif/fictive PREDA Cristian Dan (PPE) FOTYGA Anna (ECR) | |
| | Commission au fond précédente | Rapporteur(e) précédent(e) | Date de nomination |
| | AFET Affaires étrangères | | |
| | Commission pour avis | Rapporteur(e) pour avis | Date de nomination |
| | INTA Commerce international | La commission a décidé de ne pas donner d'avis. | |
| | Commission pour avis précédente | Rapporteur(e) pour avis précédent(e) | Date de nomination |
| | INTA Commerce international | | |

| | | |
|-------------------------------|---|--------------------|
| Conseil de l'Union européenne | | |
| Commission européenne | DG de la Commission | Commissaire |
| | Service européen pour l'action extérieure | -- -- |
| | Voisinage et négociations d'élargissement | -- -- |

| Evénements clés | | | |
|-----------------|--|--|--------|
| Date | Événement | Référence | Résumé |
| 31/03/2014 | Document préparatoire | COM(2014)0203  | Résumé |
| 10/12/2014 | Publication de la proposition législative | 16160/2014 | Résumé |
| 15/04/2015 | Annnonce en plénière de la saisine de la commission | | |
| 15/09/2015 | Vote en commission | | |
| 17/09/2015 | Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique | A8-0254/2015 | Résumé |
| 07/10/2015 | Décision du Parlement | T8-0337/2015 | Résumé |
| 07/10/2015 | Résultat du vote au parlement |  | |
| 26/10/2015 | Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement | | |
| 26/10/2015 | Fin de la procédure au Parlement | | |
| 13/11/2015 | Publication de l'acte final au Journal officiel | | |

| Informations techniques | |
|------------------------------|--|
| Référence de la procédure | 2014/0118(NLE) |
| Type de procédure | NLE - Procédures non législatives |
| Sous-type de procédure | Approbation du Parlement |
| Instrument législatif | Décision |
| Modifications et abrogations | Voir aussi 1995/0132(AVC) |
| Base juridique | Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 212 Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 218-p6a |
| Autre base juridique | Règlement du Parlement EP 165 |
| État de la procédure | Procédure terminée |
| Dossier de la commission | AFET/8/00412 |

| Portail de documentation | | | | |
|--------------------------|------------|-----------|------|--------|
| Parlement Européen | | | | |
| Type de document | Commission | Référence | Date | Résumé |
| | | | | |

| | | | |
|--|--|-------------|---------------|
| Projet de rapport de la commission | PE557.253 | 02/07/2015 | |
| Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique | A8-0254/2015 | 17/09/2015 | Résumé |
| Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique | T8-0337/2015 | 07/10/2015 | Résumé |
| Conseil de l'Union | | | |
| Type de document | Référence | Date | Résumé |
| Document de base législatif | 16160/2014 | 10/12/2014 | Résumé |
| Document annexé à la procédure | 16159/2014 | 11/03/2015 | |
| Commission Européenne | | | |
| Type de document | Référence | Date | Résumé |
| Document annexé à la procédure | COM(2014)0202  | 31/03/2014 | |
| Document préparatoire | COM(2014)0203  | 31/03/2014 | Résumé |

| | | |
|-------------------------------------|-----------------|-------------|
| Informations complémentaires | | |
| Source | Document | Date |
| Commission européenne | EUR-Lex | |

| | |
|--|--------|
| Acte final | |
| Décision 2015/2025 JO L 297 13.11.2015, p. 0001 | Résumé |

Accord-cadre UE/Tunisie: participation de la Tunisie aux programmes de l'Union. Protocole à l'accord euro-méditerranéen d'association CE/Tunisie

2014/0118(NLE) - 31/03/2014

OBJECTIF: conclure un protocole à l'accord euro-méditerranéen instituant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Tunisie, d'autre part, concernant un accord-cadre entre l'Union européenne et la Tunisie relatif aux principes généraux de la participation de ce pays aux programmes de l'Union.

ACTE PROPOSÉ : Décision du Conseil

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement européen a approuvé celui-ci.

CONTEXTE : dans le cadre de la politique européenne de voisinage (PEV), l'ouverture progressive de certains programmes et agences de l'Union aux pays partenaires de la PEV constitue l'une des nombreuses mesures destinées à promouvoir la réforme, la modernisation et la transition dans les pays voisins de l'Union européenne. Cet aspect stratégique est exposé dans la [communication de la Commission](#) «concernant l'approche générale visant à permettre aux pays partenaires de la politique européenne de voisinage de participer aux travaux des agences communautaires et aux programmes communautaires». Le Conseil a approuvé cette approche le 5 mars 2007.

Le 18 juin 2007, sur la base de cette communication et de ces conclusions, le Conseil a transmis des directives à la Commission en vue de la négociation d'accords-cadres avec l'Algérie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie, l'Égypte, la Géorgie, Israël, la Jordanie, le Liban, l'Ukraine, le Maroc, l'Autorité palestinienne, la **Tunisie** et la Moldavie, relatifs aux principes généraux de leur participation aux programmes communautaires. Plusieurs protocoles ont ainsi déjà été signés avec certains de ces pays (Arménie, Géorgie, Israël, Jordanie, Moldavie, Maroc et Ukraine).

En décembre 2013, la Tunisie a indiqué souhaiter participer au large éventail de programmes ouverts aux pays partenaires de la politique européenne de voisinage.

Le texte du protocole négocié avec la Tunisie est joint en annexe et fait l'objet de la présente proposition. C'est ce protocole qu'il convient maintenant de conclure au nom de l'Union européenne.

BASE JURIDIQUE : article 212, en liaison avec article 218, par. 6, point a) et par. 7, point a) du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

CONTENU : avec la présente proposition, il est prévu d'appeler le Conseil à approuver au nom de l'Union européenne, un protocole à l'accord euro-méditerranéen instituant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Tunisie, d'autre part, concernant un accord-cadre entre l'Union européenne et la Tunisie relatif aux principes généraux de la participation de ce pays aux programmes de l'Union.

Il comprend des clauses types devant être appliquées à l'ensemble des pays partenaires de la politique européenne de voisinage avec lesquels de tels protocoles sont conclus.

Objectifs: le protocole vise à définir les règles financières et techniques permettant à la Tunisie de participer à certains programmes de l'UE.

Le cadre horizontal créé par le protocole énonce les principes de la coopération économique, financière et technique et autorise la Tunisie à **bénéficier d'une assistance technique de l'Union européenne**, en particulier d'une assistance financière, au titre des programmes de l'Union européenne.

Accord-cadre UE/Tunisie: participation de la Tunisie aux programmes de l'Union. Protocole à l'accord euro-méditerranéen d'association CE/Tunisie

2014/0118(NLE) - 26/10/2015 - Acte final

OBJECTIF : conclure un protocole à l'accord euro-méditerranéen instituant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Tunisie, d'autre part, concernant un accord-cadre entre l'Union européenne et la Tunisie relatif aux principes généraux de la participation de ce pays aux programmes de l'Union.

ACTE NON LÉGISLATIF : Décision (UE) 2015/2025 du Conseil relative à la conclusion du protocole à l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République tunisienne, d'autre part, concernant un accord-cadre entre l'Union européenne et la République tunisienne relatif aux principes généraux de la participation de la République tunisienne aux programmes de l'Union.

CONTENU : par la présente décision du Conseil, le **protocole à l'accord euro-méditerranéen** établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Tunisie d'autre part, concernant un accord-cadre entre l'Union européenne et la République tunisienne relatif aux principes généraux de la participation de la République tunisienne aux programmes de l'Union, est approuvé au nom de l'Union.

L'objectif du **protocole** consiste à **définir les règles financières et techniques permettant à la Tunisie de participer à certains programmes de l'Union**.

Le cadre horizontal créé par le protocole constitue un dispositif de coopération économique, financière et technique, qui permet l'accès à l'assistance, notamment financière, devant être apportée par l'Union au titre de ces programmes de l'Union. Ce cadre s'applique uniquement aux programmes de l'Union dont les actes juridiques constitutifs permettent la participation de la Tunisie.

ENTRÉE EN VIGUEUR : 26.10.2015.

Accord-cadre UE/Tunisie: participation de la Tunisie aux programmes de l'Union. Protocole à l'accord euro-méditerranéen d'association CE/Tunisie

2014/0118(NLE) - 07/10/2015 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 605 voix pour, 59 voix contre et 34 abstentions, une résolution législative sur le projet de décision du Conseil relative à la conclusion du protocole à l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Tunisie, d'autre part, concernant un accord-cadre entre l'Union européenne et la Tunisie relatif aux principes généraux de la participation de la Tunisie aux programmes de l'Union.

Le Parlement a donné son approbation à la conclusion du protocole. Ce dernier permettrait à la Tunisie de participer à des programmes européens tels qu'Erasmus+ et à d'autres programmes destinés à favoriser les contacts entre les personnes.

Accord-cadre UE/Tunisie: participation de la Tunisie aux programmes de l'Union. Protocole à l'accord euro-méditerranéen d'association CE/Tunisie

2014/0118(NLE) - 10/12/2014 - Document de base législatif

OBJECTIF: conclure un protocole à l'accord euro-méditerranéen instituant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Tunisie, d'autre part, concernant un accord-cadre entre l'Union européenne et la Tunisie relatif aux principes généraux de la participation de ce pays aux programmes de l'Union.

ACTE PROPOSÉ : Décision du Conseil

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement européen a approuvé celui-ci.

CONTEXTE : conformément à une décision du Conseil, le protocole à l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Tunisie, d'autre part, concernant un accord-cadre entre l'Union européenne et ce pays relatif aux principes généraux de la participation de la Tunisie aux programmes de l'Union, a été signé au nom de l'Union.

L'objectif du protocole est de définir les règles financières et techniques permettant à la Tunisie de participer à certains programmes de l'Union. Le cadre horizontal créé par le protocole constitue un dispositif de coopération économique, financière et technique qui permet l'accès à l'assistance, notamment financière, devant être apportée par l'Union au titre de ces programmes de l'Union. Ce cadre s'applique uniquement aux programmes de l'Union dont les actes juridiques constitutifs permettent la participation de ce pays.

Il y a lieu donc lieu d'approuver le protocole au nom de l'UE.

CONTENU : avec la présente proposition, il est prévu d'appeler le Conseil à approuver au nom de l'Union européenne, un protocole à l'accord euro-méditerranéen instituant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Tunisie, d'autre part, concernant un accord-cadre entre l'Union européenne et la Tunisie relatif aux principes généraux de la participation de ce pays aux programmes de l'Union.

Pour connaître les principales dispositions du protocole, *se reporter au résumé de la proposition législative initiale de la Commission daté du 31/03/2014.*

Accord-cadre UE/Tunisie: participation de la Tunisie aux programmes de l'Union. Protocole à l'accord euro-méditerranéen d'association CE/Tunisie

2014/0118(NLE) - 31/03/2014 - Document préparatoire

OBJECTIF: conclure un protocole à l'accord euro-méditerranéen instituant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Tunisie, d'autre part, concernant un accord-cadre entre l'Union européenne et la Tunisie relatif aux principes généraux de la participation de ce pays aux programmes de l'Union.

ACTE PROPOSÉ : Décision du Conseil

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement européen a approuvé celui-ci.

CONTEXTE : dans le cadre de la politique européenne de voisinage (PEV), l'ouverture progressive de certains programmes et agences de l'Union aux pays partenaires de la PEV constitue l'une des nombreuses mesures destinées à promouvoir la réforme, la modernisation et la transition dans les pays voisins de l'Union européenne. Cet aspect stratégique est exposé dans la [communication de la Commission](#) «concernant l'approche générale visant à permettre aux pays partenaires de la politique européenne de voisinage de participer aux travaux des agences communautaires et aux programmes communautaires». Le Conseil a approuvé cette approche le 5 mars 2007.

Le 18 juin 2007, sur la base de cette communication et de ces conclusions, le Conseil a transmis des directives à la Commission en vue de la négociation d'accords-cadres avec l'Algérie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie, l'Égypte, la Géorgie, Israël, la Jordanie, le Liban, l'Ukraine, le Maroc, l'Autorité palestinienne, la Tunisie et la Moldavie, relatifs aux principes généraux de leur participation aux programmes communautaires. Plusieurs protocoles ont ainsi déjà été signés avec certains de ces pays (Arménie, Géorgie, Israël, Jordanie, Moldavie, Maroc et Ukraine).

En décembre 2013, la Tunisie a indiqué souhaiter participer au large éventail de programmes ouverts aux pays partenaires de la politique européenne de voisinage.

Le texte du protocole négocié avec la Tunisie est joint en annexe et fait l'objet de la présente proposition. C'est ce protocole qu'il convient maintenant de conclure au nom de l'Union européenne.

BASE JURIDIQUE : article 212, en liaison avec article 218, par. 6, point a) et par. 7, point a) du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

CONTENU : avec la présente proposition, il est prévu d'appeler le Conseil à approuver au nom de l'Union européenne, un protocole à l'accord euro-méditerranéen instituant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Tunisie, d'autre part, concernant un accord-cadre entre l'Union européenne et la Tunisie relatif aux principes généraux de la participation de ce pays aux programmes de l'Union.

Il comprend des clauses types devant être appliquées à l'ensemble des pays partenaires de la politique européenne de voisinage avec lesquels de tels protocoles sont conclus.

Objectifs: le protocole vise à définir les règles financières et techniques permettant à la Tunisie de participer à certains programmes de l'UE.

Le cadre horizontal créé par le protocole énonce les principes de la coopération économique, financière et technique et autorise la Tunisie à **bénéficier d'une assistance technique de l'Union européenne**, en particulier d'une assistance financière, au titre des programmes de l'Union européenne.

Accord-cadre UE/Tunisie: participation de la Tunisie aux programmes de l'Union. Protocole à l'accord euro-méditerranéen d'association CE/Tunisie

2014/0118(NLE) - 17/09/2015 - Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique

La commission des affaires étrangères a adopté le rapport de Pier Antonio PANZERI (S&D, IT) sur le projet de décision du Conseil relative à la conclusion du protocole à l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République tunisienne, d'autre part, concernant un accord-cadre entre l'Union européenne et la République tunisienne relatif aux principes généraux de la participation de la République tunisienne aux programmes de l'Union.

La commission des affaires étrangères a recommandé que le Parlement européen **donne son approbation à la conclusion du protocole**.

La commission parlementaire justifie sa recommandation par le fait que la Tunisie a été le berceau du printemps arabe et qu'à ce jour, elle reste le seul pays de la région du Proche et Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord où cette expérience sociale et politique soit encore vivace.

Au cours des dernières années, la santé de l'économie tunisienne s'est fortement détériorée, tant sur le plan intérieur qu'au niveau international, notamment du point de vue des échanges commerciaux avec l'Europe, qui demeure le principal partenaire du pays. Il apparaît donc indispensable de faire de la question tunisienne une priorité de l'Union européenne, en prenant des engagements concrets dans le domaine de l'économie et des investissements, afin de soutenir la fragile transition démocratique du pays.

C'est dans cet esprit que le Parlement devrait envisager la participation de la Tunisie aux programmes de l'Union tels qu'Erasmus+ et autres programmes destinés à favoriser les contacts entre les personnes ou encore de permettre à la Tunisie de s'associer aux missions et activités de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) européenne.